



Pour ou contre ?

Temps de lecture : 12 minutes

Jean Lefebvre – © Curieuse Agence – 2026

Explorer : Résistance • Politique • Engagement • Collectif • Pensée systémique

Quand voter consiste d'abord à empêcher

En mars 2026, les élections municipales françaises ont offert une scène politique particulièrement intéressante. Entre les deux tours, environ 500 listes se sont désistées et près de 400 ont fusionné. Dans certaines villes, il fallait faire barrage au Rassemblement national. Ailleurs, certains voulaient faire barrage à La France insoumise ou plus largement à la gauche. Des candidats qui s'étaient affrontés quelques jours auparavant se sont rapprochés ; d'autres ont refusé de le faire. Le choix d'un candidat dépendait parfois moins de ce que l'on voulait faire gagner que de ce que l'on voulait absolument empêcher de gagner.

Il n'y a rien d'absurde à cela. Voter sert aussi à empêcher. Dans certaines circonstances, le refus est même une responsabilité. Mais ces municipales ont rendu visible une mécanique qui dépasse très largement les élections : **nous savons parfois beaucoup mieux ce que nous refusons que ce que nous voulons construire.**

À l'approche de la présidentielle de 2027, la question pourrait devenir encore plus spectaculaire. Combien d'électeurs voteront réellement *pour* leur candidat ? Combien voteront d'abord *contre* celui qu'ils redoutent ? Tout sauf le RN. Tout sauf LFI. Tout sauf les macronistes. Tout sauf la gauche. Tout sauf la droite. Le phénomène n'est d'ailleurs la propriété d'aucun camp. C'est précisément ce qui le rend intéressant.

Prenons quelqu'un qui dit : « Je suis contre l'extrême droite. » Nous savons ce qu'il refuse. Mais nous ne savons presque rien de la société qu'il souhaite. Même chose avec *anti-Macron*, *anticapitaliste*, *anti-immigration*, *anti-gouvernement*, *anti-système*, *anti-écologie*, *anti-woke*... À force de nous définir comme « anti », ce que nous combattons finit paradoxalement par devenir une partie de notre identité. **Nous croyons nous définir contre notre adversaire ; pourtant, c'est encore lui qui nous sert de repère.**

Quelque chose d'étrange vient alors de se produire. **L'adversaire devient notre boussole.**

Et peut-être est-ce là l'un des Angles Morts de notre manière de nous engager : à force de consacrer notre énergie à combattre ce que nous refusons, nous pouvons finir par abandonner à notre adversaire le pouvoir de décider de ce qui compte.

Le « contre » est un formidable fabricant de « nous »

J'ai souvent retrouvé cette mécanique bien loin des élections. Dans une organisation, une équipe peut être profondément divisée. Les uns trouvent la direction trop prudente, les autres trop autoritaire. Certains veulent changer les méthodes, d'autres les conserver. Personne ne semble vraiment d'accord sur ce qu'il faudrait faire. Puis arrive une décision jugée inacceptable. Soudain, les différences s'estompent. Les conversations se multiplient. Des personnes qui ne travaillaient presque jamais ensemble se découvrent des points communs. Un groupe apparaît. Il possède un vocabulaire, des arguments, parfois même une solidarité nouvelle.

« **Nous sommes contre.** ». Ce « nous » est parfaitement réel. Il peut être puissant, courageux et parfois indispensable. Seulement, il possède une fragilité que l'on découvre souvent beaucoup plus tard. Supposons que la décision contestée soit finalement retirée. **Que reste-t-il du « nous » ?** C'est alors que réapparaissent les désaccords que l'adversaire commun avait momentanément masqués. Nous étions d'accord sur ce qu'il fallait empêcher. Nous n'avions jamais réellement discuté de ce qu'il fallait faire à la place.

C'est peut-être ici qu'il faut renverser une intuition assez naturelle. On pourrait imaginer que « **résister contre** » est une démarche plutôt individuelle et que « **résister pour** » nous conduirait vers le collectif. En réalité, le « contre » est probablement l'un des moyens les plus efficaces de fabriquer rapidement du collectif. Il suffit d'un adversaire commun.

Le « pour », lui, est autrement exigeant.

Nous sommes pour l'écologie. Très bien. Jusqu'à ce qu'il faille décider ce que chacun devra modifier et qui en supportera le coût.

Nous sommes pour davantage de solidarité. Très bien. Jusqu'à ce qu'il faille déterminer qui contribue, combien, à quoi et jusqu'où.

Nous sommes pour davantage de démocratie. Très bien. Jusqu'à ce qu'il faille décider quelle démocratie, quels contre-pouvoirs et quelle place accorder à une majorité qui prendrait une décision que nous jugeons mauvaise.

Nous sommes pour la justice sociale. Là encore, probablement. Mais mettons dix personnes autour d'une table et demandons-leur de définir précisément ce qui serait juste.

Le « contre » permet de suspendre nos divergences. **Le « pour » nous oblige à les travailler.**

Résister contre peut fabriquer un camp.

Résister pour oblige à fabriquer du commun.

Celui que nous combattons peut finir par nous diriger

Il faut maintenant aller un peu plus loin, parce que le mécanisme devient franchement paradoxal. Nous imaginons spontanément la résistance comme une opposition : quelque chose arrive et je réagis. Une décision est prise, je la combats. Une déclaration me scandalise, je la dénonce. Une personnalité politique m'inquiète, je me mobilise contre elle...

Mais regardons le système plutôt que l'intention.

Une personnalité publique prononce une phrase outrancière. Des milliers de personnes indignées la commentent. Des journalistes l'analysent. Ses adversaires la partagent pour expliquer à quel point elle est scandaleuse. Des émissions lui consacrent leurs débats. Les réseaux sociaux s'enflamment. Tous ceux qui participent à cette réaction pensent combattre cette parole. Pourtant, celui qui l'a prononcée vient de réussir quelque chose d'assez extraordinaire : **il a décidé de quoi tout le monde allait parler.**

Nous résistons contre lui.

Mais nous jouons sur son terrain.

C'est une vieille leçon de la pensée systémique : l'intention d'une action ne suffit jamais à prévoir ses effets. Dans un système, une réaction peut renforcer ce qu'elle cherche précisément à réduire.

Plus je combats un adversaire, plus je peux parler de lui. Plus j'en parle, plus je contribue à rendre sa présence centrale. Plus il devient central, plus mes propres positions s'organisent en fonction des siennes. Progressivement, je ne me demande plus seulement : « Que voulons-nous faire ? » Je me demande : « Que devons-nous faire pour qu'il ne gagne pas ? »

Ce déplacement paraît minuscule. Il est considérable. Car celui que je combats commence alors à organiser mes alliances, mes priorités, mon calendrier, mes arguments et parfois mon vote.

Je m'oppose à lui, mais il structure une partie de mon comportement. Voilà pourquoi les identités construites autour du préfixe « anti » sont si fascinantes. Elles affirment une opposition tout en révélant une dépendance. L'objet rejeté demeure au centre de la définition.

L'adversaire devient notre boussole précisément au moment où nous pensons nous en éloigner.

Pourquoi le « contre » nous attire tellement

Ce serait pourtant une erreur de considérer cette mécanique comme une faiblesse morale. Si le « contre » possède une telle puissance, c'est parce qu'il répond à plusieurs nécessités humaines et politiques.

D'abord, un adversaire simplifie. Un collectif traversé par mille différences devient soudain lisible : il y a « eux » et « nous ». La frontière donne une cohérence immédiate que des heures de discussion sur un projet commun auraient peut-être été incapables de produire.

Ensuite, le refus demande souvent moins de précision que la proposition. Pour dire qu'un projet est inacceptable, je n'ai pas nécessairement besoin de savoir exactement par quoi le remplacer. C'est d'ailleurs parfois parfaitement légitime. Celui qui refuse une injustice n'a pas l'obligation de disposer immédiatement d'un programme complet pour une société idéale.

Enfin, l'opposition procure une énergie considérable. La colère, l'indignation et le sentiment d'une menace mobilisent. L'histoire sociale et politique est remplie de conquêtes qui ont commencé par un « non ». Il serait donc absurde de transformer « résister pour » en gentil successeur de « résister contre ».

Nous avons besoin du contre. Une démocratie incapable de dire non à l'autoritarisme, à l'injustice ou à la violence serait une démocratie sans défense. Un salarié doit pouvoir s'opposer à une décision dangereuse. Un citoyen doit pouvoir combattre une politique qu'il considère injuste. Une société doit pouvoir tracer des limites.

Le problème commence ailleurs. **Il commence lorsque le refus devient le projet.** Car un adversaire peut nous donner une raison de nous retrouver. Il ne peut pas nous dire ce que nous ferons ensemble lorsqu'il aura disparu.

Résister n'est peut-être pas répondre

C'est ici que Miguel Benasayag et Florence Aubenas proposent une piste particulièrement féconde dans *Résister, c'est créer*. Leur réflexion cherche précisément à sortir la contestation d'une logique entièrement structurée par l'affrontement. Ils s'intéressent à des formes de résistance qui ne se contentent plus d'attendre un hypothétique grand basculement politique mais cherchent à faire exister, ici et maintenant, d'autres pratiques, d'autres liens et d'autres possibles.

Résister ne signifie alors plus seulement répondre à ce que l'autre fait. Cela signifie aussi reprendre l'initiative sur ce que nous voulons faire exister. Si résister consiste uniquement à empêcher, l'adversaire reste indispensable à notre résistance. Il agit ; nous répondons. Il propose ; nous contestons. Il avance ; nous bloquons.

Mais si résister consiste également à **faire exister**, quelque chose change. Nous reprenons l'initiative. La résistance n'est plus seulement définie par ce qu'elle cherche à supprimer, mais par ce qu'elle contribue à produire. Cette idée permet d'ailleurs de mieux comprendre la différence entre un camp et un collectif. Un camp peut être constitué par l'adversaire qu'il combat. Un collectif commence véritablement lorsqu'il doit déterminer ce que ses membres acceptent de faire ensemble malgré leurs différences.

C'est beaucoup moins spectaculaire. Et infiniment plus difficile.

Parce que construire oblige à arbitrer. À accepter des compromis qui ne sont pas nécessairement des compromissions. À reconnaître que deux personnes peuvent partager une même finalité tout en s'opposant sur les moyens. À supporter que celui avec lequel nous avons combattu hier devienne

aujourd'hui celui avec lequel nous devons débattre. Le « pour » ne supprime donc pas le conflit. Il le déplace. **Au lieu de combattre ensemble un ennemi, nous devons apprendre à construire ensemble malgré nos désaccords.**

C'est probablement cela, le véritable passage de la coalition au commun.

Et si notre époque préférerait les ennemis aux projets ?

Revenons alors à la politique. Les municipales de 2026 ont déjà été interprétées comme un laboratoire des rapports de force de 2027. Après le scrutin, chaque famille politique a produit son récit des alliances efficaces, des alliances impossibles, des électorats à conquérir et des adversaires à empêcher d'accéder au pouvoir.

C'est parfaitement normal. Une élection sert à départager.

Mais imaginons un instant une campagne présidentielle entièrement organisée autour du refus :

Tout sauf lui.

Tout sauf elle.

Tout sauf eux.

Nous pourrions parfaitement obtenir une majorité électorale sans obtenir pour autant une majorité politique au sens profond du terme. Des millions de personnes pourraient déposer le même bulletin dans l'urne pour des raisons radicalement différentes, parfois incompatibles. Elles auraient choisi ensemble. Sans nécessairement avoir choisi la même chose. Voilà pourquoi le vote « contre » ne doit être ni méprisé ni idéalisé. Dans certaines circonstances, il peut être un acte politique pleinement assumé. Mais il ne faudrait peut-être pas lui demander ce qu'il ne peut pas produire.

Empêcher n'est pas encore construire. Une victoire électorale obtenue principalement contre un adversaire peut donner le pouvoir. Elle ne donne pas automatiquement un projet commun à ceux qui l'ont rendue possible. Et cette remarque dépasse largement 2027. Elle concerne nos associations, nos entreprises, nos mouvements sociaux, nos institutions, nos collectifs citoyens et même nos conversations quotidiennes. Chaque fois que nous nous rassemblons contre quelque chose, une question devrait peut-être rester ouverte : **si nous gagnons, qu'est-ce qui nous rassemblera demain ?**

Ce que cela change

Pour un manager, la résistance d'une équipe n'est pas seulement un obstacle à lever. Un collectif qui se rassemble contre une décision indique parfois quelque chose que l'organisation n'a pas entendu. Mais supprimer la décision contestée ne suffit pas nécessairement : encore faut-il permettre au groupe de transformer son refus en capacité de proposition. Sinon, l'équipe perd l'adversaire qui l'unissait sans avoir construit ce qui pourrait lui succéder.

Pour un dirigeant, l'enjeu consiste aussi à ne pas fabriquer involontairement son propre camp d'opposition. Plus une organisation se construit autour d'un affrontement permanent entre « la direction » et « le terrain », plus chaque décision risque d'être interprétée à travers cette frontière. Les positions finissent alors par être jugées en fonction de celui qui les porte plutôt qu'en fonction de ce qu'elles produisent.

Pour un élu, la distinction est plus exigeante encore. Combattre une force politique peut être parfaitement légitime. Mais si toute l'offre politique se résume progressivement à désigner celle qu'il faut empêcher, le citoyen finit par choisir entre des répulsions davantage qu'entre des directions. **La démocratie ne peut probablement pas vivre durablement uniquement de barrages.**

Pour un professionnel ou un militant, la question devient celle de l'énergie consacrée à l'adversaire. Combien de temps passons-nous à commenter ceux auxquels nous nous opposons ? Combien à faire exister ce que nous voudrions voir advenir ? Ce ne sont pas nécessairement les mêmes activités.

Et pour un citoyen, peut-être faut-il accepter une question plus inconfortable encore. Lorsque je me définis comme opposé à une personnalité, un parti, une idéologie ou un système, quelle place cette opposition occupe-t-elle dans ma propre manière de penser ? Si mon adversaire disparaissait demain, saurais-je encore expliquer ce que je veux ?

L'idée en une phrase

Résister contre peut suffire à fabriquer un camp ; résister pour oblige à construire ce qui pourra encore nous rassembler lorsque l'adversaire aura disparu.

Comment modifier mon cap ?

Il ne s'agit évidemment pas de cesser de dire non. Certains refus sont indispensables. Mais nous pouvons regarder ce qu'ils produisent. Lorsque des personnes se rassemblent contre une décision, un candidat ou une évolution, une deuxième question peut accompagner la première : **qu'est-ce que ce refus nous permet de faire exister ?** Le passage du contre au pour ne consiste pas à abandonner le combat ; il consiste à empêcher que le combat devienne notre seule raison d'être.

Nous pouvons aussi nous méfier de nos identités « anti ». Plus nous définissons ce que nous sommes par ce que nous combattons, plus nous accordons à notre adversaire une place centrale dans notre propre représentation du monde. Il ne s'agit pas de renoncer à nos oppositions, mais de vérifier régulièrement si notre boussole indique encore une direction ou seulement un ennemi.

Dans un collectif, nous pouvons observer ce qui se passerait si l'adversaire disparaissait. C'est un test assez simple. Si une équipe, une coalition ou un mouvement n'a plus grand-chose à se dire une fois le combat gagné, il était peut-être davantage uni par une menace que par un projet. Ce n'est pas nécessairement un échec. C'est une information sur la nature du lien qui s'était créé.

En politique, nous pouvons également distinguer le bulletin que nous déposons de la signification que nous lui donnons. Voter contre peut être un choix parfaitement conscient. Mais cela ne devrait pas nous dispenser de demander ensuite à celui que nous avons contribué à élire : **maintenant que nous avons empêché, qu'allons-nous construire ?**

Enfin, nous pouvons déplacer une partie de notre attention. Un adversaire spectaculaire absorbe facilement l'espace disponible. Or toute heure passée à réagir à ce qu'il dit est une heure que nous ne consacrons pas nécessairement à rendre visible autre chose. Résister peut donc parfois consister en un geste étonnamment radical : **cesser de laisser l'adversaire choisir tous les sujets.**

Et maintenant ?

Si demain disparaissait ce contre quoi vous vous battez aujourd'hui, sauriez-vous encore dire ce qui vous relie à ceux avec qui vous avez résisté ?

Poursuivre la réflexion

Miguel Benasayag et Florence Aubenas – Résister, c'est créer, La Découverte, 2008. Le titre contient déjà une partie du déplacement qui nous intéresse. Les auteurs explorent des formes de résistance qui cherchent à sortir des anciennes logiques de confrontation et s'intéressent notamment aux « effets pervers de la logique d'affrontement », au rapport entre individu et militant et à l'émergence de pratiques alternatives. Leur intérêt ici est moins de fournir une réponse que de poser une question essentielle : et si résister consistait également à faire exister ce que le système dominant ne produit pas ?

Albert Camus – L'Homme révolté, Gallimard, 1951. Camus part du refus — l'homme révolté est d'abord celui qui dit non — mais ce non contient simultanément l'affirmation d'une limite et d'une valeur. C'est précisément ce qui rend sa pensée intéressante ici : le refus n'est pas nécessairement le contraire du « pour ». Un véritable non peut déjà contenir ce que nous cherchons à préserver.

Chantal Mouffe – *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016 pour l'édition française. Sa réflexion sur la démocratie agonistique permet d'éviter un piège important : construire du commun ne signifie pas supprimer le conflit. Une démocratie vivante doit pouvoir organiser des oppositions réelles sans transformer systématiquement l'adversaire en ennemi à éliminer. Le « pour » n'est donc pas la disparition des désaccords ; il est aussi une manière de leur donner un espace politique.

René Girard – *Le Bouc émissaire*, Grasset, 1982. Girard éclaire un autre versant de notre mécanisme : la capacité d'un groupe à renforcer sa cohésion en concentrant ses tensions sur une figure extérieure ou désignée. Sans réduire toute opposition politique au mécanisme du bouc émissaire, sa pensée aide à comprendre pourquoi l'existence d'un adversaire peut produire si puissamment du « nous ».

Les principales idées à retenir

- Le « contre » rassemble vite parce qu'il suffit d'un adversaire commun ; **le « pour » oblige à construire un accord entre des personnes qui restent différentes.**
- **À force de nous définir par ce que nous combattons**, nous pouvons laisser notre adversaire devenir notre boussole.
- **Une opposition peut renforcer ce qu'elle combat** lorsqu'elle lui offre en permanence attention, centralité et pouvoir de fixer l'agenda.
- Voter contre peut être un choix politique légitime ; **empêcher quelqu'un de gagner ne dit cependant pas encore ce que nous voulons construire ensemble.**
- **Résister ne consiste donc pas à remplacer le « contre » par le « pour »**, mais à faire en sorte que notre refus soit capable de produire autre chose que son propre adversaire.